



Déclaration des élu-es de la FSU au CTA du 19 janvier

### **Rentrée 2021 : la priorité à l'éducation, vraiment ?**

Ce CTA est consacré à la préparation de la rentrée 2021, qui, si elle est prioritaire dans les mots et la communication du gouvernement, ne l'est pas du tout dans les faits.

Entre la baisse de postes dans le second degré (46 postes en moins), soi-disant compensée par un niveau d'heures supplémentaires sans cesse en augmentation (parfois très forte comme les + 13 % dans les LP et EREA, pourcentage qui a miraculeusement disparu des tableaux de présentation !), la non création de postes pour la totalité des autres catégories, le projet de redéploiement des PsyEN alors que cela fait des années et des années que le nombre d'élèves à suivre croît de façon importante, le projet de transférer la santé scolaire aux collectivités (projet dit 4D), la volonté de casser l'éducation prioritaire, la rentrée 2021 s'annonce bien sombre. Les réformes des lycées continuent leur saccage avec une perte de 999 heures postes alors que 1257 élèves supplémentaires sont attendus. Concernant l'éducation prioritaire, nous revendiquons des seuils d'ouverture de classe qui seuls permettent de véritablement doter ces établissements des moyens nécessaires (20 élèves par classe) et des dédoublements cadrés nationalement afin d'éviter la concurrence malsaine entre disciplines. Pour le premier degré, l'addition des priorités ministérielles et de l'abandon du moratoire rural annonce un séisme pouvant aller jusqu'à la fermeture de 180 classes. Egalité territoriale et justice sociale prennent ici tout leur sens...

La crise sanitaire a aggravé les inégalités, la nécessité d'un accompagnement fort pour les élèves est là, à tous les niveaux, pédagogique, éducatif, social, sanitaire. Et que prévoit le gouvernement pour réaliser cet accompagnement dans le second degré alors que les effectifs seront en hausse ? Moins de personnel à la rentrée 2021. Cela est insupportable.

De même, un minimum de connaissance de la dynamique des organisations devrait amener à ne pas chercher à bouleverser le système quand ses actrices et acteurs font face à une crise sanitaire sans précédent qui les éprouvent durement, que ce soit dans leur vie professionnelle mais également privée, parfois directement dans leur chair. Il s'agirait, si un éclair de lucidité venait, de ne pas ajouter de l'incertitude et des difficultés, mais plutôt de tout faire pour rassurer et accompagner. C'est exactement l'inverse qui se produit, Déchiqueter, Découper, Désorganiser, Démanteler (encore un projet 4D...), au mépris de la plus élémentaire considération pour les personnels qui ont fait tenir l'éducation nationale. Oui, c'est bien grâce aux personnels sur le terrain que le système a tenu, ainsi que le rappelle le très récent rapport

des Inspecteurs Généraux Brigitte Hazard et Jean Aristide Cavailles, alors que l'institution était loin de les avoir préparés à cela comme ils le soulignent également.

Et elle va devoir continuer à tenir encore pendant quelques mois, voire plus si d'aventure, les nouvelles formes existantes du virus se développaient (et pourquoi ne le feraient-ils pas ?), ou si encore d'autres formes encore inconnues venaient à surgir. Il faut plus que jamais anticiper, prévoir, préparer. Les dernières annonces faites jeudi dernier sont encore une fois en deçà : aucune anticipation de la plus grande contagiosité des nouvelles formes de virus, annonces à minima pour le collège, aucune annonce pour les masques alors que le Haut Conseil à la Santé Publique préconise d'utiliser des masques plus protecteurs, c'est toujours la même règle des 3 malades dans une même classe qui prévaut., il n'y a bien que quelques mesures pour les cantines dans le primaire qui vont un peu plus loin, si tant est qu'elles soient possibles sur le terrain. Il n'y a guère que l'EPS qui soit fortement touchée par les mesures, de manière complètement incompréhensible si nous nous en tenons à la doxa ministérielle. La pandémie a fait la démonstration du besoin important de la pratique physique pour tous les jeunes, le bilan du confinement a montré les impacts importants en termes de santé public. Comment comprendre la décision au début de l'hiver d'interdire les activités dans les espaces couverts alors qu'il ne semble y avoir aucun problème à entasser les élèves en salle de classe. Vu les conditions météorologiques actuelles cette décision revient à supprimer purement et simplement l'EPS des enseignements pour les élèves. Les collègues et les établissements sont sommés encore une fois de mettre en place une mesure dans la précipitation.

Nous devrions aussi parler ici des portes ouvertes qui sont prévues dans les établissements, appelant donc les adultes à un beau brassage dont il conviendrait certainement de se passer...

Pendant ce temps, les enseignants qui sont en charge des classes de baccalauréat sont soumis à une triple pression extrêmement forte : celle des usagers concernant les notes pour le contrôle continu, celle de devoir préparer les épreuves d'enseignement de spécialité en mars sans aucun allègement des programmes, avec un calendrier intenable, tout cela auprès d'élèves fragilisés depuis le confinement. Cela conduit bien évidemment les enseignants dans leur établissement à demander un retour des élèves de terminale, entraînant de fait le retour des classes à forts effectifs et/ou des difficultés concernant la restauration.

Il faut nous préparer plus que jamais à une crise qui dure, la campagne de vaccination démarre lentement, et à d'éventuelles mutations graves du virus mettant en difficulté l'espoir que constitue les vaccins. Les personnels savent ne guère pouvoir compter sur leur ministre, à part pour leur envoyer de temps en temps quelques vidéos d'encouragements, ou de leur promettre une revalorisation historique...qui le sera tellement que 76% des personnels n'en verront pas la couleur cette année.

Pour toutes ces raisons, conditions de travail, salaires, perspectives d'une rentrée de septembre catastrophique, volonté de casser le collectif de travail par le désastreux projet 4D, la FSU, avec les autres organisations, appellent les personnels à se mettre massivement en grève le 26 janvier.